

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE



FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)

ASSEZ DE MÉPRIS POUR LES RETRAITÉ -E-S ET LES PLUS PRÉCAIRES !

→ **Fidèle Massala Bimi**

Baisser les retraites est une mesure indigne pour un pays comme le nôtre. Le gouvernement qualifie de solidarité intergénérationnelle une mesure qui n'est que le vol par l'État de ce salaire différé.

En effet, le gouvernement veut encore mettre un coup de rabot en omettant de rappeler que les retraité-e-s ont cotisé toute leur vie pour une pension qui est déjà bien basse comparée aux revenus avant retraite.

C'est une double peine : devoir vivre sur une pension basse tout en aidant au quotidien leurs familles, elles-mêmes en difficulté à cause de politiques successives qui ont depuis longtemps favorisé la précarité de l'emploi et les bas salaires, qui eux-mêmes donne-

ront lieu à des pensions plus faibles dans les années à venir. Où va cet argent économisé sur le dos des personnes qui n'ont que leur travail et leurs pensions pour vivre ? Dans les cadeaux aux entreprises et aux tranches les plus aisées de la population : 24 milliards d'euros en moins dans le budget 2018 de l'État suite à la suppression ou à la baisse de la fiscalité sur les valeurs mobilières, sur les dividendes, sur la fortune, sur les sociétés. Dans les baisses de dotations aux collectivités, pour affaiblir le service public et le transférer au privé, pour que les entreprises puissent ensuite verser des dividendes à leurs actionnaires, dividendes rendus possibles en partie par les salaires bas.

Au contraire, il faut revaloriser les pensions et les minima sociaux, pour que survivre ne soit plus le quotidien de nos retraité-e-s.

C'est pour cette raison que nous étions à vos côtés lors des manifestations des 15 et 22 mars, et nous continuerons à nous battre avec vous pour plus de justice sociale.

contact : groupefdg@ville-genevilliers.fr



GRUPE SOCIALISTE

ÉNERGIE CITOYENNE À VOLONTÉ

→ **Laurence Lenoir**

Dans quelques jours débute la Semaine du développement durable. C'est le rendez-vous annuel le plus long et le plus dense organisé par la Ville, qui mobilise un nombre croissant d'associations et de citoyens, pour notre planète. Cette année encore des activités ludiques et participatives se dérouleront dans tous les quartiers, destinées aux habitants de tous âges.

Nous voulons associer le plus largement possible les Genevillois à la dynamique écologique initiée par la municipalité, avec l'aide de nombreux partenaires, associations et entreprises.

Venez tous partager ces événements, en famille, entre amis ou

entre voisins, avec l'école ou le centre de loisirs... À travers des ateliers et des moments festifs, chacun sera amené à s'interroger sur ses pratiques quotidiennes et à voir comment, par des gestes simples, nous pouvons tous devenir « écocitoyens ». Plusieurs dizaines de rendez-vous centrés sur les thèmes de la nature et de l'écologie proposeront de jardiner, bricoler, de partager des repas, de débattre, mais aussi de pédaler à vélo, se cultiver à travers une exposition, ou de découvrir les oiseaux et les insectes qui nous entourent... L'Agrocité sera inaugurée aux Agnettes ainsi que la place Jaffaux, aux Grésillons, transformée en jardin. Deux grands jeux de piste ouverts à tous se dérouleront au Luth et au parc des Sévines.

Toute cette énergie citoyenne sera mise au service de notre environnement, afin que nous soyons de plus en plus nombreux à nous impliquer pour notre précieuse planète.

groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr ; 01 40 85 63 56.



GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE

CONSOMMER AUTREMENT

D'après un texte de Pascal Charles, Genevillois.

→ **Délia Toumi**

Le modèle productiviste des Trente Glorieuses a produit des comportements consuméristes outranciers. Son objet n'est pas tant de nourrir les populations que de vendre toujours plus, à des prix toujours plus bas et d'obtenir le meilleur profit pour les actionnaires.

L'industrialisation de l'agriculture, l'exploitation des paysans et la grande distribution sont à l'œuvre. Ce sont avant tout les prix et les marges qui s'imposent. Ils exercent une telle pression sur les marchés que même sur nos étals traditionnels, les commerçants sont contraints de passer par la case Rungis, plateforme de distribution d'échelle internationale.

Leur échapper est autant un enjeu de santé publique que de dé-

fense de l'environnement et de justice sociale. Faire de la politique, c'est bien aussi adopter des modes alternatifs de consommation.

Des alternatives aux grandes enseignes existent : marché traditionnel, point de vente direct à la ferme, supermarché coopératif bio, commerces impliquant les clients au fonctionnement, épicerie associatives, etc. La Genevilloise naissante en est localement l'enthousiasmante illustration !

Tous ces modes alternatifs s'attachent à la traçabilité qui assure la qualité, l'origine et la solidarité envers nos paysans. Ce sont des initiatives qui tendent vers une meilleure rémunération des producteurs, une sécurité alimentaire et des prix justes. Elles se libèrent des grands groupes. Elles assurent la transparence du cahier des charges incluant les questions environnementales et les conditions de travail du paysan. Elles s'appuient sur des regroupements de producteurs et leurs réseaux de distribution. Elles impliquent les consommateurs.

Le circuit court et équitable doit s'imposer, et avec lui le « sevrage » de la grande distribution et de ses filières intensives.



UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

SPORTS : LA VILLE LABELLISÉE

→ **Mohamed Grichi**

C'est avec un grand plaisir que nous avons reçu le label « Ville active et sportive » avec deux lauriers, le 1^{er} février dernier à Toulouse, décerné par le ministère des Sports ainsi que par l'association des élus en charge du sport (ANDES). Il récompense la Ville, les partenaires associatifs avec les bénévoles, pour ses initiatives et ses innovations en matière de développement du sport pour tous au sein de son territoire, et surtout sa politique volontariste en faveur de cette politique publique locale. Nous sommes la seule ville des Hauts-de-Seine à avoir été primée.

Elle nous encourage à poursuivre dans la voie qui place le sport au cœur d'une politique publique communale, tant au niveau des

actions menées (plus de 800 enfants à l'école des sports), que de la qualité de ses infrastructures que beaucoup nous envient. Les spécialistes le confirment : un enfant actif a beaucoup plus de chances de devenir plus tard un ado actif qui, à son tour, sera un adulte actif. Bien plus que le sport, ce label valorise aussi le cadre de vie dans notre ville. Il est une belle opportunité de démontrer le dynamisme de la vie locale, et de donner d'elle une image positive et attractive. Le sport, comme le confirme aussi ce label, est également aux yeux de la ville vecteur de lien social, car il favorise la mixité sociale et le « vivre ensemble ».

Ce titre nous permettra par ailleurs de le valoriser notamment à l'approche des grands événements sportifs majeurs (les JO de 2024, notamment), pour défendre la place des villes populaires comme Gennevilliers et les associer d'une façon ou d'une autre (accueillir des délégations en qualité de site d'entraînement, par exemple) à cet (ou ces) événement(s).
Vive Gennevilliers, vive le sport !



LA FRANCE INSOUVERAINE - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

METTRE FIN AUX VIOLENCES ENTRE GROUPES DE JEUNES

→ **Claire Fiquet**

De façon récurrente, la population assiste et subit de façon brutale les violences entre jeunes de différents quartiers de Gennevilliers. Des décennies qu'une guéguerre de territoires, une guéguerre ridicule et artificielle se perpétue sans motif réel entre des bandes de quartiers ou contre des quartiers des villes voisines. Systématiquement, une part importante de la population se rassemble, se positionne, se mobilise, demande des moyens humains supplémentaires, plus de clarté et d'accessibilité aux dispositifs et actions mises en œuvre par les différentes institutions : Ville, Police, Justice et Éducation nationale, les associations et l'éducation spécialisée.

Le 6 mars, un jeune Gennevillois a été roué de coups et a perdu l'usage d'un œil ; en décembre, une autre altercation. Ces violences produisent des dégâts considérables, d'abord physiques sur l'intégrité des jeunes qui su-

bissent des blessures parfois handicapantes, puis psychologiques et sociales sur ces mêmes jeunes, mais aussi sur les autres jeunes, leur famille et finalement la plupart des habitants.e.s. Ce qui est frappant, c'est que pris séparément et hors du phénomène de bande, chaque jeune incriminé paraît souvent quelqu'un de convenablement intégré dans la société, pas forcément en échec scolaire, ayant reçu une éducation parentale correcte, mais entraîné dans une spirale de surenchère de violence justifiant son appartenance au groupe de pairs. Ce phénomène semble leur ôter toute capacité de réflexion, toute humanité même. Face à cela, les parents, et particulièrement les mères, sont complètement désespérés et ne savent même pas vers qui se tourner pour demander de l'aide, une écoute et partager leurs souffrances et celles de leurs enfants. S'il existe des réponses, elles sont trop peu nombreuses. Lutter contre ce phénomène est un combat de long terme, à mener dans l'éducation et l'encadrement dès le jeune âge. Cela exige des moyens considérablement accrus, cela requiert des méthodes innovantes dans les politiques de prévention de la délinquance et pour la protection judiciaire de la jeunesse. Cela demande de repenser le rôle de la police et de la justice des mineurs. Cela impose enfin de nouveaux leviers d'intégration socio-économique des jeunes, leur prise en charge psychologique et psychiatrique, des possibilités renforcées d'écoute et d'accompagnement des familles.



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

POLICE NATIONALE + POLICE MUNICIPALE = SÉCURITÉ OPTIMALE

→ **Alain Cheïkh**

Nous approchons enfin du but et nos idées, que nous revendiquons depuis déjà plusieurs années, sont reprises aujourd'hui par le maire de notre commune. Après les premières caméras installées au Luth en direction des bâtiments administratifs et structures publiques, celui-ci annonce vouloir mettre en place sur l'ensemble de la commune, une vidéoprotection afin de permettre aux forces de police d'intervenir en cas d'infractions... De mémoire, il n'existe pas sur les Hauts-de-Seine de vidéosurveillance sans police municipale à l'instar de villes comme Asnières, Bois-Colombes ou Levallois-Perret et Clichy-la-Garenne. Notre édile serait-il en train de se rendre à l'évidence ? Il faut maintenant passer à la phase suivante qui consiste à doter Gennevilliers des moyens nécessaires et indispensables pour combattre le crime et ses auteurs. Les derniers événements survenus entre deux bandes rivales des Agnettes et des 3F, faisant une jeune victime de 16 ans, qui, selon *Le Parisien*, risquerait de perdre un œil suite à des tirs de pistolet à gre-

naile, illustrent bien l'urgence de la situation. Sommes-nous condamnés à vivre dans une ville où les malfrats peuvent agir en toute impunité, ou bien la municipalité se décidera-t-elle enfin à prendre les mesures adaptées à la triste réalité ? Les Gennevillois ont aussi le droit à la tranquillité, à la sécurité et seuls les individus malintentionnés refuseraient de voir leurs agissements surveillés. Les habitants des communes voisines sur lesquelles est implantée la vidéoprotection doublée d'une Police municipale sont unanimes à dire que, dès lors, leur vie a considérablement changé. Nous y avons droit autant que n'importe quel citoyen, et le maire doit profiter de cette opportunité pour faire voter en Conseil municipal une délibération visant à proposer la mise en place et au recrutement de policiers formés et prêts à défendre les honnêtes citoyens de notre ville. Depuis des années, nous demandons cette police mais la majorité communo-socialo-écologique refuse d'entendre raison. Pourtant, si nous voulons voir grandir nos enfants et nos petits-enfants dans une ville où il fait bon vivre, nous devons tout faire pour convaincre le maire de céder au vœu des habitants de cette commune au risque de les voir partir s'installer ailleurs. Gennevilliers est une ville au potentiel énorme et malgré les perspectives d'avenir liées en partie à sa situation géographique et économique, cela est en partie gâché par une minorité d'individus et de familles qui trouvent en Gennevilliers un refuge d'impunités.
Pour contacter la présidente : jacqueline.clero@wanadoo.fr
La permanence : lesrepublicains92230@free.fr



CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

UN DÉFI DE TAILLE : PENSER UNE VILLE À VIVRE !

→ **Ahcen Meharga**

Certes nous sommes entrés dans l'ère du développement écologique et il est indispensable de continuer de s'y ancrer.

Cependant, cette transformation de notre société nécessite du temps et du bon sens. Il ne s'agit pas de décréter des mesures pour qu'elles prennent effet dans la réalité.

Il est incontournable de faire œuvre de pédagogie auprès de la population genevilloise pour qu'elle soit convaincue que l'évolution, à laquelle nous sommes tous convoqués, est une spirale vertueuse, notamment pour les générations futures.

Nous devons sortir des écueils suivants :

- aménagement de locaux commerciaux en pied d'immeuble sans place de livraison prévue et des commerçants qui sont régulièrement

verbalisés,

- construction d'immeubles sans place de parking prévue pour tous les logements,
- construction d'immeubles avec des capacités de conteneurs enterrés sous-dimensionnés par rapport au nombre d'habitants,
- un réseau de pistes cyclables bien dangereux dans certaines rues de notre ville,

- absence de parking prévue près des zones de chalandise.

Depuis des décennies, notre ville souffre d'un défaut de conception et d'aménagement. Et hélas, les nouvelles constructions ne semblent pas échapper à cette carence de prise en compte du quotidien de la majorité des Genevillois.

Je suis persuadé que nos concitoyens sont prêts à consentir à une évolution de leurs pratiques de vie, dès lors où les changements sont perçus positivement.

Ainsi, nous devons rompre avec l'injonction de la majorité municipale qui semble vouloir façonner une « ville conceptuelle » au détriment d'une ville à habiter et à vivre.